

Venezuela : Chavez expulse les évangélistes

“C’est un ordre : les dites “Nouvelles tribus” doivent s’en aller du Venezuela”, a déclaré le chef de l’Etat vénézuélien, à l’occasion du “Jour de la résistance indienne”.

“Nous ne voulons pas de “Nouvelles tribus” ici, nous sommes une vieille tribu, il y en a assez de la colonisation”. Le président Hugo Chavez a ainsi ordonné l’expulsion de missionnaires évangéliques américains du mouvement “Nouvelles tribus”, installés dans des régions à forte population indienne, les accusant d’envoyer des informations stratégiques au gouvernement états-unien.

Créée en 1942 par Paul Fleming, avec un siège principal à Stanford en Floride, cette organisation existe aujourd’hui dans 17 pays sur les 4 continents. Liée au *Summer Institute of Linguistics*, elle serait entrée clandestinement en 1946 au Venezuela, en obtenant en 1952, sous la dictature de Marcos Pérez Jiménez (1952-58), un permis de 6 mois. Ses activités, menées auprès d’une trentaine de communautés indiennes par quelques 160 missionnaires, étaient depuis plus de trente ans dénoncées aussi bien par des associations écologiques et des ONGs vénézuéliennes de défense des droits de l’homme, que par des membres de l’Eglise catholique et des officiers des Forces armées.

D’après leurs enquêtes, celles-ci, sous prétexte d’exercer un travail d’évangélisation, servaient en réalité de façade pour l’exploitation illimitée et illégale des ressources naturelles présentes en territoire indien. Ceci, au profit de compagnies nord-américaines comme General Dynamics et Westinghouse, elles-mêmes liées à l’industrie militaire et au constructeur automobile Ford.

D’après l’ancien congressiste Alexander Luzardo, cette organisation compterait à cette fin une flotte d’aviation, une trentaine de pistes d’atterrissage dans le pays, ainsi qu’un puissant réseau de télécommunications. Plus grave, l’organisation est accusée de s’être servi de communautés entières, Yanomami entre autres, pour des expérimentations génétiques.

Contraints de survivre dans les endroits les plus reculés, certains peuples originaires du Venezuela occupent, de fait, des espaces échappant à la vigilance des pouvoirs publics et parmi eux, certaines des plus grandes réserves minérales et biologiques du pays. Les principaux Etats indigènes du pays (Amazonas, Bolivar et Zulia) abritent en effet des réserves considérables et stratégiques (uranium, or, charbon, métaux précieux, plantes médicinales) qui ont fait, et continuent de le faire, l’objet des vellétés de groupes économiques nationaux et étrangers.

Leur combat pour la reconnaissance de leurs droits sur ces espaces sera donc certainement long et dur à mener. Dans ce contexte, l’expulsion des “Nouvelles tribus” est considérée comme une première victoire sur une prédation jusqu’ici incontrôlée des espaces de survie des communautés indiennes du pays.

Colombie : les Bari ne veulent pas des pétroliers

Les Bari sont un peuple minoritaire de la famille des *Arawak*, dénommée *Les Enfants de la Forêt*. Ils habitent le bassin du Catatumbo, dans le département du Nord de Santander. Les Motilón Bari parlent le *bari-ara* et possèdent leur propre organisation politique et sociale intérieure et extérieure.

Leur autorité suprême est le *Conseil autonome des Caciques*, constitué par les vingt-trois caciques de leurs vingt-trois communautés. Leur économie étant axée sur l’autosuffisance, la défense de leur territoire équivalait à la préservation des biens naturels qui sont la base de leur subsistance.

Ces dernières années, les Motilón Bari ont vu leur territoire rétrécir sans cesse, du fait de puissants intérêts commerciaux qui cherchent à tirer profit de ses richesses. Ainsi en mai 2005, le ministère de l’Environnement a autorisé l’entreprise pétrolière Ecopetrol à exploiter le sous-sol, en dépit des nombreuses défaillances graves de l’étude d’incidence environnementale initialement présentée.

Mais les violations des droits des Bari ne s’arrêtent pas là. À la présence des militaires sur leur territoire pour protéger les grands projets industriels, laquelle affecte la libre circulation et la réalisation des activités de subsistance et culturelles de ce peuple, vient s’ajouter maintenant l’inquiétude suscitée par le fait que le gouvernement entend réaliser des fumigations, y compris dans les parcs naturels. Le territoire bari en serait affecté, car les réserves d’eau, les cultures et les espèces animales dont les Bari se nourrissent seraient contaminées.